

# Pour un second Manifeste Communiste

---

## Pour un second Manifeste Communiste

Preface

Décadence du Capitalisme

Stalinisme contra Socialisme

Impérialisme et Indépendance Nationale

Révolution ou Guerre Impérialiste

Les Perspectives Marxistes

L'Organisation Révolutionnaire

Les Taches de Notre Époque

Moins de Travail et plus de paie

Droit de parole, d'organisation et de grève au Proletariat

A bas le capital et le travail salarié

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous, supprimez les armées, les polices, la production de guerre, les frontières, le travail salarié!

## Preface

En contraste avec la dégradation réactionnaire de l'Internationale Communiste, l'Opposition de Gauche, qui fut à l'origine de la IV<sup>e</sup> Internationale, exprimait la continuité idéologique et organique de la Révolution, de la même manière que les groupes internationalistes de 1914 face à la corrosion patriotique de la social- démocratie. Il incombait de surcroît au mouvement trotskiste une tâche nouvelle, hérissée d'obstacles: assurer la lutte internationaliste contre la paix des blocs militaires dans le prolongement de l'opposition révolutionnaire à la guerre. Le défaitisme révolutionnaire, si admirablement revendiqué en 1914-18, par Karl Liebknecht devant un tribunal militaire allemand, et par Lénine dans *Contre le Courant*, devait être mené jusqu'à son ultime aboutissement: le triomphe de l'homme sur le capitalisme et la guerre. Il fallait donc formuler, en tant que revendications immédiates, les mesures politiques et économiques susceptibles de débarrasser le monde des armements et des armées, du labyrinthe des nations, du système industriel et politique basé sur la marchandise-homme. Mais les clercs qui se sont emparés de la direction de la IV<sup>e</sup> Int. après l'assassinat de Trotski ne surent même pas s'accrocher à l'ancien défaitisme marxiste, qui figurait pourtant dans leur programme, et ils souillèrent leur drapeau dans les résistances nationales.

D'autre part il devenait indispensable de reconsidérer la tactique traditionnelle, qui datait de la Commune de Paris et de la Révolution russe, ainsi que certains aspects déterminés de la stratégie, afin de les adapter aux importants changements survenus depuis 1917. En effet, le recul thermidorien de la révolution russe, commencé vers 1921 (N.E.P.= *Nouvelle Politique Économique*), se paracheva plus tard en contre-révolution capitaliste d'État. Et, grâce en premier lieu à cet événement, le capitalisme en général a perpétué et

accru son potentiel exploiteur d'une manière toujours plus centralisée et préjudiciable aux hommes.

Ce même processus entraîna une modification radicale de ce que furent les partis communistes, faisant d'eux, non des organisations opportunistes ou des laquais ouvriers de la bourgeoisie, mais des représentants directs d'une forme particulière du capitalisme, celle qui est intrinsèque à la loi de concentration des capitaux, loi connexe à l'automatisme de la société actuelle, et, en Russie, délibérément mise en avant. À leur tour les syndicats, qu'ils soient dominés par le stalinisme ou indépendants de lui, se sont accommodés sans cesse davantage du système d'exploitation dont ils semblent être désormais inséparables.

Cependant, le prolétariat mondial subissait une série de défaites que rien jusqu'à présent n'est venue interrompre. Ce que de faux amis lui présentent comme ses victoires, Chine ou Cuba, Algérie ou Ghana, ne sert qu'à le démoraliser, à le rendre inerte, et à le laisser à la merci de ses ennemis. Ces victoires étant en réalité celles de certains cercles capitalistes face à d'autres, représentent pour le prolétariat autant de défaites; c'est le poids matériel de la contre-révolution russe qui les a rendu possibles, mais non sans que l'avant-garde révolutionnaire, prisonnière de ses propres idées, lui ait laissé libre cours. Plus que jamais, *la crise de l'humanité est une crise de direction révolutionnaire*, comme le disait Léon Trotski. Ceux qui continuent de se dire trotskistes ont échoué, par une ironie tragique, dans les eaux fangeuses du stalinisme.

De la lutte contre la dégénérescence de la IV<sup>e</sup> Int., sont nées la plupart des idées et des propositions contenues dans le Manifeste ci-après. Quelques-unes des modifications idéologiques énoncées remontent au moment le plus aigu de la Révolution espagnole, 1936-37, alors que pour la première fois en dehors de la Russie, le stalinisme révélait toute sa nature contre-révolutionnaire: en comparaison celle d'un quelconque Kerenski ou Noske semble à peine malfaisante. Pour cette raison entre autres, il est devenu indispensable de connaître à fond les péripéties de la Révolution espagnole, si falsifiées ou à tout le moins dénaturées, même dans des livres comme celui de P. Broué et E. Temine<sup>1</sup>. Elle clôt une étape du combat et de la pensée du prolétariat international et en ouvre une autre. Ses enseignements serviront à éclairer un futur renouveau de l'agressivité des opprimés.

Les organismes dirigeants de la IV<sup>e</sup> Int. n'avaient pas encore trouvé le temps de prendre en considération la riche expérience de la Révolution espagnole, que déjà, à l'occasion de la deuxième guerre mondiale, ils donnaient des signes d'un manque d'internationalisme dont les implications dernières allaient être la stérilité idéologique et le rapprochement avec le stalinisme. Non seulement la Révolution espagnole, mais les graves événements de la guerre et de l'après-guerre défilèrent devant eux sans autre conséquence que d'accentuer leur ineptie.

Dès les premiers symptômes de dégénérescence idéologique, le groupe espagnol au Mexique de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'éleva vigoureusement contre elle, en même temps qu'il entreprenait un ample travail d'interprétation des événements mondiaux et de la Révolution espagnole en particulier<sup>2</sup>. Sourds et obtus, ces organismes dirigeants empêchèrent les critiques, les informations et les propositions de parvenir à la base dans tous les partis, excluant ainsi délibérément toute possibilité de discussion.

Au premier congrès de l'après-guerre, en 1948, la section espagnole rompait avec la IV<sup>e</sup> Int., après avoir dénoncé son abandon de l'internationalisme et son cours pro-stalinien. Peu de temps après et sur les mêmes bases, s'est aussi séparée d'elle Natalia Sedova Trotski qui, depuis 1941, avait été auprès de nous<sup>3</sup>.

Depuis l'anéantissement de la Révolution espagnole, la situation du prolétariat mondial s'est sans cesse aggravée. Toujours invité à appuyer des causes réactionnaires présentées comme libératrices, idéologiquement escroqué jour après jour et dans tous les pays, ce prolétariat se trouve bâillonné et enrégimenté dans des organisations esclavagistes. L'humanité tout entière, du seul fait qu'elle subit passivement la terreur thermonucléaire d'au-delà et d'en deçà du rideau de fer, vit une situation dégradante telle que, faute de s'en débarrasser, tout devenir l'avilira encore. Ainsi la société capitaliste, à qui la guerre des classes et la guerre entre nations sont consubstantielles, atteint le degré de son développement où sa simple continuité détruira l'homme, à moins que l'homme ne la détruise.

Clé de la rébellion de l'humanité, la rébellion du prolétariat face au capital et au travail salarié est seule capable de retourner une situation aussi basse, et d'allumer les feux du rêve révolutionnaire, facteur historique matérialiste entre tous.

Mais les idées concrètes de la Révolution russe, telles que le *Programme de transition* les reprend, sont loin de suffire à un tel dessein. Écrit par Trotski en 1937-38 alors que la signification de la période qui ouvre la défaite de la Révolution espagnole ne se dessinait pas encore nettement, ce *programme* se révèle aujourd'hui plus qu'insuffisant, bon à favoriser les opportunistes face à la contre-révolution stalinienne et à ses filiales. Il est caduc, de la même manière qu'en 1917 l'était le programme antérieur de Lénine. A moins de le dépasser, en tenant compte de l'expérience et des conditions objectives créées par la rotation du capital, ainsi que des possibilités subjectives du prolétariat dans le cas d'une pleine agitation révolutionnaire, celui-ci n'obtiendra nulle part la victoire et tout mouvement insurrectionnel sera écrasé par les faussaires.

Le présent Manifeste qui inspire notre activité en Espagne et à l'échelle internationale, est destiné à obvier à cette carence idéologique. Nous nous adressons à tous les groupes et organisations de par le monde, qui ressentent également la nécessité de la révolution socialiste, tant dans le bloc oriental que dans le bloc occidental. Nous les invitons à étudier les idées ici exposées. La renaissance d'une organisation prolétarienne à l'échelle mondiale exige la

rupture avec de nombreux atavismes, et une pensée constamment inventive. Nous sommes disposés à discuter publiquement tout ce que nous exposons, avec tout groupe dont l'activité pratique et théorique montre son attachement à la Révolution. Mais nous dédaignerons ceux où le dilettantisme domine, même s'ils prétendent partager, totalement ou partiellement, nos idées.

L'idée révolutionnaire *n'est pas une passion du cerveau, mais le cerveau de la passion* (Karl Marx) et en tant que telle, elle réclame tout autre chose que de petits jeux littéraires ou des protestations mentales. Tout dilettantisme est une réverbération du monde contre lequel nous nous battons.

Nous devons rappeler que certaines parties de ce Manifeste ont été publiées en 1949 sous le titre *Le Proletariat face aux deux blocs* et, sous la responsabilité d'un groupe appelé Union Ouvrière Internationale, dont l'existence fut éphémère. Mais la version succincte d'alors, de même que celle-ci, sont dues pour l'élaboration idéologique et la rédaction à Benjamin Péret et à G. Munis en tant que militants de **Fomento Obrero Revolucionario**, dont l'origine fut la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Int. En 1936 en pleine révolution, à Mexico toujours sous la menace des assassins de Staline, puis en Espagne à nouveau défiant la répression franquiste, Benjamin Péret n'a cessé un seul instant de combattre avec nous. Nous tenons à souligner ici l'apport de Benjamin Péret, l'ami, le révolutionnaire-poète, dont l'accent transparaîtra, ici et là, au cours de la lecture de ce Manifeste.

## Décadence du Capitalisme

*Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.*

A plus de cent ans de distance, ces paroles du Manifeste Communiste retentissent encore comme une gifle sur le visage des oppresseurs. Jusqu'à présent, le fantôme du communisme n'a pas été exorcisé par la validité sociale du capitalisme, mais par l'apparition de nouvelles forces réactionnaires agissant au cœur même du prolétariat, à la tête desquelles se trouve le capitalisme d'État instauré en Russie par la contre-révolution stalinienne. D'innombrables révoltes dans le monde se sont ainsi soldées par des défaites, la survie d'une société décadente, la démoralisation du prolétariat. Le prolétariat demeure néanmoins la seule force capable d'en finir avec l'esclavage entretenu pendant des siècles par des sociétés d'exploitation et de tyrannie; mais une reconsidération idéologique est indispensable à la reprise de la pensée et de l'action révolutionnaire.

La société capitaliste a fait son chemin. C'est la plus achevée de toutes les sociétés fondées sur l'asservissement de l'homme par l'homme que le monde ait connues. Elle a, plus qu'aucune autre, développé les instruments de production, la science, la culture, la consommation générale et même la liberté, dans les limites où elle peut être utile à une minorité d'exploiteurs. Elle a fouillé le monde en quête de matières premières et de marchés, l'a unifié en introduisant partout ses rapports économiques; elle a accru numériquement le

prolétariat et concentré la propriété soit dans un nombre de mains de plus en plus réduit, soit dans l'État, élargissant ainsi, plus que les sociétés précédentes, la séparation entre la capacité de travail naturelle à l'homme et les instruments de travail qui sont nécessaires à l'exercice de cette capacité. Par là, le mécanisme même du capitalisme l'a amené à créer les conditions matérielles pour l'anéantissement de toute société de classe. Jadis, les esclaves de Spartacus, les serfs des jacqueries ou les Sans-Culottes du XVIII<sup>e</sup> siècle se sont révoltés sans autre issue que d'être écrasés ou d'amener au pouvoir une nouvelle classe d'opresseurs. Aujourd'hui, le prolétariat a, à sa portée, la possibilité de triompher dans chaque pays, sur toute la surface de la Terre, et d'aboutir à l'émancipation de l'humanité. Pour ce faire il doit prendre possession des instruments de travail dont il est frustré depuis toujours, restaurer l'unité entre l'homme et la nature - gage de toute liberté - et anéantir l'État. Plus que jamais, la révolte du prolétariat sera la révolte de l'humanité. S'il échouait dans cette œuvre, l'avenir de l'humanité serait très probablement l'extermination par les armes atomiques, et, en tout cas, une nouvelle servitude pendant un temps indéfini.

Le capitalisme dissimule sa déchéance en propageant dans les classes moyennes l'illusion d'un redressement par sa propre *planification*. Cet artifice ne peut masquer la vérité; dans la dégénérescence qui l'engage sur la voie de la barbarie, la société capitaliste est orientée vers le totalitarisme, expression de la concentration accrue du capital dans les grands trusts et dans l'État; ce processus est déjà en voie d'accomplissement ou pleinement accompli dans les principaux pays de l'Occident et de l'Orient ainsi que dans les pays arriérés du prétendu *Tiers-Monde*. Il s'accompagne d'une diminution relative du niveau de vie des masses travailleuses, d'une chute verticale de leur consommation par rapport au produit de leur travail, d'une accélération épuisante du rythme de ce travail par l'imposition du salaire à la pièce, qui met les ouvriers dans l'obligation de solliciter des heures supplémentaires. Dans le domaine politique, ce processus se double d'une dictature militaire, cléricalo-policière, ou fasciste, ou d'un parti unique néo-réactionnaire qui se prétend l'incarnation du *Saint-Esprit* des masses. Dans tous ces cas, se produisent la suppression plus ou moins complète des libertés et la dégradation de la culture.

Un semblable totalitarisme repose sur une accumulation du capital et une industrialisation d'autant plus réactionnaires qu'elles planifient la non-satisfaction des besoins, la répression et le *lavage de cerveaux* systématique. Il peut avoir pour point de départ les vieux partis bourgeois. Dans ce cas, le pseudo-libéralisme fait place à un autoritarisme non déguisé qui prive la classe ouvrière de ses droits élémentaires. Il peut également résulter de la juxtaposition de ces anciens partis et de nouveaux éléments réactionnaires, dans un appareil de parti unique se confondant avec l'État et posant les intérêts du capitalisme en tant que système au-dessus de ceux des bourgeois considérés individuellement. Le fascisme et les régimes de nombreux pays nouveaux font partie de cette catégorie. Mais la forme du totalitarisme la plus achevée est incontestablement le stalinisme. En lui, l'État propriétaire unique des instruments de production, est directement constitué par la bureaucratie ex-ouvrière devenue un *capitaliste collectif* exerçant arbitrairement tout le pouvoir et dictant même ce que chacun doit penser.

Sous quelque forme que ce soit la société capitaliste ne peut plus offrir à l'humanité qu'un avenir de misère, de coercition économique et policière, de régression sociale et culturelle, et, pour comble, la guerre atomique. Bien que les forces productives aient atteint un niveau inégalé, leur développement est freiné en permanence par la forme de capital (privé, trust international ou d'État) qu'elles présentent partout aujourd'hui. Ce système est irrémédiablement rongé par la contradiction existant entre la capacité réelle ou potentielle des forces de production et les possibilités d'absorption du marché, de plus en plus rétrécies par le salariat. N'en déplaise à ceux qui parlent d'une nouvelle révolution industrielle; d'une économie d'abondance (*affluent society*), de l'intégration de la classe ouvrière, et autres opiacées du technicisme, le développement capitaliste des dernières décennies est rachitique et principalement dû à l'économie de guerre. Celle-ci a augmenté dans des proportions terrifiantes le nombre d'hommes affectés à des occupations parasites, et elle gaspille en armements des sommes astronomiques, si bien que la part du produit social qui revient aux travailleurs diminue sans cesse.

C'est là un des impératifs du système, que la production de guerre aura poussé à l'extrême. Il en résulte un malthusianisme économique généralisé, et une lente désagrégation sociale, voire technique. Ainsi, avec l'automation au service du capitalisme, le chômage s'étend aussi bien aux États-Unis qu'en Russie, tandis que l'épuisement physique fait des ravages parmi les travailleurs qu'elle emploie<sup>4</sup>. Même l'aéronautique, gloire et fanfare publicitaire des grands impérialismes, est animée par des desseins homicides. Et pour chaque Gagarine et chaque Glenn, des millions d'hommes peinent pendant des heures interminables, la plupart sans satisfaire vraiment leurs exigences élémentaires.

Que les travailleurs s'emparent de l'appareil de production, qu'ils le remettent en marche au profit de l'ensemble de l'humanité, en abolissant d'emblée le capital et le travail salarié, et un essor technique et culturel aujourd'hui inconcevable deviendra alors possible, jusque dans les zones les plus arriérées. Dans le domaine économique comme dans le domaine culturel, les besoins de chaque individu, et ceux de l'ensemble de la société, ne connaissent pas de limites. Leur donner libre cours est l'objectif inséparable de la suppression des classes et de l'État que doit s'assigner, dès l'instant de son triomphe, la révolution socialiste. Dès le premier jour, la société de transition qui naîtra de cette victoire devra se diriger vers cet objectif. Elle ne devra pas perdre de vue un seul instant l'interdépendance étroite qui existe entre la production et la consommation. Dans la société actuelle, le profit qui s'intercale, de la première étape de la production à la dernière étape de la consommation, réduit tantôt l'une tantôt l'autre. Lorsque la consommation est restreinte, profit et production baissent - ce sont les crises dites à tort de *surproduction* - ils s'accroissent au contraire si la demande dépasse l'offre de la marchandise. Mais toujours la consommation des masses se voit réduite par le gaspillage des armées, des polices, des bureaucraties et de toutes sortes d'activités parasites, en même temps que strictement limitée par la loi de la valeur qui met un prix au travail et au produit de celui-ci, y compris aux connaissances scientifiques et à la culture en général. La taxation du prix du travail par l'État

aggrave la situation de l'ouvrier, car elle le laisse sans défense devant le capital. Dans la société de transition, le profit, sous quelque forme que ce soit, doit être banni, fût-ce sous la forme des hauts salaires qu'il est susceptible d'adopter. Le but d'une véritable économie planifiée étant d'accorder production et consommation, seule la pleine satisfaction de cette dernière -et non le profit ou les privilèges, ni les exigences de la *défense nationale* ou d'une industrialisation étrangère aux besoins quotidiens des masses- doit être considérée comme étalon de production. La première condition d'une telle démarche ne peut donc être que la disparition du travail salarié, pierre maîtresse de la loi de la valeur, universellement présente dans les sociétés capitalistes, bien que nombre d'entre elles se targuent aujourd'hui d'être socialistes ou communistes.

Toute économie prétendue planifiée qui ne tient pas compte des nécessités vitales des masses, se trouve de ce fait orientée vers la satisfaction des besoins d'une minorité exploiteuse et dominante qui impose à la société les normes capitalistes les plus draconiennes, tout en se constituant en une sorte d'État policier. Elle relève de l'économie dirigée et, quels que soient ses succès industriels, elle contribuera seulement à pousser l'humanité vers la réaction et la décadence. Les gobe-mouches admirateurs des cheminées géantes et des indices de production sont imprégnés du principe fondamental de l'accumulation élargie du capital. Le socialisme scientifique, tel que Marx et Engels l'ont conçu et tel que les nécessités humaines le réclament, ne connaît d'autre impératif que ceux de l'individu, à commencer par le travailleur: sa satisfaction concrète, sa liberté, le plein épanouissement de ses facultés. Il faut abominer comme la peste ceux *qui placent la société au-dessus de l'individu* (K. Marx).

## **Stalinisme contra Socialisme**

La tâche historique du prolétariat ne peut pas être la transformation de la propriété individuelle en propriété d'État. La seule disparition de la bourgeoisie en tant que classe propriétaire des instruments de production n'offre en soi aucun gage de l'orientation de l'économie vers le socialisme et la désaliénation de l'humanité: *Abolition de la propriété privée et communisme ne sont nullement identiques* (K. Marx). En effet, la révolution sociale doit accomplir la socialisation des moyens de production et l'abolition du salariat. Ce ne sont pas deux démarches différentes ou successives, mais deux aspects d'une même transformation. C'est la propriété en tant que moyen de soumettre l'homme au travail salarié qui doit disparaître avant que l'on puisse parler de socialisme. Celui-ci doit être l'organisation de la production par et pour les producteurs. Ou bien les instruments de travail reviendront à l'ensemble de la société, ou bien l'État propriétaire, loin de dépérir et de disparaître, ne fera qu'accroître l'écart existant entre la forme capitaliste de l'économie et la nécessité du communisme, tout en développant monstrueusement ses caractéristiques dictatoriales.



À cet égard, pour le prolétariat mondial, la Révolution russe constitue un avertissement décisif, et la contre-révolution qui l'a supplantée, la plus cruelle leçon: la dégénérescence de la révolution a été facilitée en 1917 par l'étatisation des moyens de production qu'une révolution ouvrière doit socialiser. Seule l'extinction de l'État telle que l'envisageait le marxisme aurait permis de transformer en socialisation l'expropriation de la bourgeoisie. Or, l'étatisation s'est avérée l'étrier de la contre-révolution.

Cette erreur des Bolcheviques s'explique surtout par les caractéristiques de la Révolution d'Octobre elle-même; cette dernière ne fut pas, contrairement à une opinion erronée, une révolution socialiste mais une révolution permanente, d'après les conceptions exposées par Trotski dans les livres *1905* et *La Révolution Permanente* et par Lénine dans les *Thèses d'Avril*: prise du pouvoir politique par le prolétariat, anéantissement de la société tsariste semi-féodale, voire tribale, mise en pratique par le prolétariat des mesures de la révolution bourgeoise non réalisée et jonction sans solution de continuité avec les mesures socialistes. En outre, le triomphe de la révolution sociale dans d'autres pays européens jouissant d'un plus grand développement économique et culturel était considéré comme indispensable pour que la révolution permanente russe puisse accéder avec succès à l'étape de transition vers le communisme. De fait, les Bolcheviques tentèrent de dépasser leur programme initial en introduisant dans la distribution des produits et par conséquent, dans la production, des rapports non-capitalistes: ce fut le *communisme de guerre*, le mot guerre faisant allusion à l'exiguïté des ressources plus encore qu'à la guerre civile. Trotski lui-même a dit, dans son livre *D'Octobre rouge à mon bannissement*, que le communisme de guerre visait des buts économiques plus vastes que ceux des exigences militaires face à la réaction. L'échec de cette tentative, dû à la chute verticale de la production (au-dessous de 3 % de celle de 1913) provoqua le retour au système mercantile qui reçut le nom de Nouvelle Politique Économique (N.E.P.).

L'état d'esprit des paysans convertis en propriétaires par la révolution fut, dans une certaine mesure, responsable de cet effondrement de la production, auquel contribua aussi la guerre civile; mais la cause principale résidait dans la mentalité bourgeoise des couches sociales moyennes, dont les fonctions étaient indispensables à l'activité productrice: petite bourgeoisie, techniciens, bureaucrates installés dans les syndicats, les organismes administratifs de tout ordre, les soviets et jusque dans le parti bolchevik. En lâchant légalement la bride au commerce capitaliste, la N.E.P. scella définitivement l'alliance des anciennes couches bourgeoises, qui avaient saboté la révolution, avec les bureaucrates et les ex-révolutionnaires qui la regardaient comme un mât de cocagne. De leur fusion dans l'État devait naître la caste dominante qui s'intitule elle-même gaillardement *l'intelligentsia*.

Lénine qui ne pouvait avoir qu'une notion partielle de la menace bureaucratique, définissait cependant l'État, encore soviétique, comme un *État bourgeois sans bourgeoisie*. Dans son esprit, la N.E.P. et le capitalisme d'État qu'elle établirait n'était qu'un pis-aller momentané et un pas en arrière, en attendant la reprise du processus de révolution mondiale. La seule garantie d'une future socialisation de l'économie demeurait la conservation du pouvoir



effectif par les soviets<sup>5</sup>. En fait, ce projet d'un capitalisme d'État politiquement dominé par le prolétariat était irréalisable même sans considérer autre chose que les rapports de force dans la société post-révolutionnaire. La *tendance de la petite bourgeoisie à transformer les délégués aux soviets en parlementaires ou en bureaucrates* dénoncée par Lénine en 1918<sup>6</sup>, s'était dès lors très largement affirmée. À tous les échelons administratifs et politiques les révolutionnaires et le prolétariat étaient débordés par les anciennes couches sociales intermédiaires et la nouvelle bureaucratie. L'État défini par Lénine n'allait pas resté longtemps *sans bourgeoisie*: une puissante caste bureaucratique était en train de se constituer qui allait organiser d'emblée, et à son profit, le capitalisme d'État et la contre-révolution.

La N.E.P. marque le point d'arrêt de la révolution permanente qui n'a donc jamais dépassé, malgré la tentative du *communisme de guerre*, le stade de l'exercice du pouvoir politique par le prolétariat et du contrôle ouvrier de la production, mesure démocratico-bourgeoise qui, d'après la conception bolchevique, devait prélude à la gestion ouvrière de la production et de la consommation, caractéristique de la révolution sociale. Au lieu de la progression révolutionnaire sans solution de continuité, commença une rétrogression thermidorienne, qui supprima l'une après l'autre les conquêtes ouvrières, jusqu'à l'apparence même des soviets, et culmina dans la contre-révolution.

Le terrain d'accointances et d'alliance entre les couches bourgeoises de la population et la nouvelle bureaucratie assise dans les organismes d'origine révolutionnaire, fut la liberté capitaliste du commerce: assemblage d'individus autant que d'intérêts. Cette mixture détentrice du pouvoir et des richesses, allait en user et en abuser à sa guise. Telle fut l'origine du stalinisme; il mit à profit la grande pénurie de vivres qui rendait difficile l'activité politique du prolétariat et des révolutionnaires. Il prit aussi prétexte de la défaite de plusieurs tentatives insurrectionnelles en Europe, alors qu'en réalité elle lui convenait. Ce qui attisa et structura son énorme travail contre-révolutionnaire en Russie et dans le monde - travail encore inachevé - ce fut conjointement l'étatisation de la propriété et le parti unique, sans fractions internes, *monolithique* d'après la nouvelle terminologie réactionnaire. De la liberté mercantile, le stalinisme passa à la centralisation du commerce et des investissements de capitaux qui constitue toujours la base de ses plans économiques.

La conception révolutionnaire de la planification de l'économie a pour point de départ la disparition du travail salarié, à la fois condition et preuve de la suppression du capital. Les projets de production et d'industrialisation doivent s'inspirer uniquement des besoins sociaux de consommation et, en premier lieu, élever le niveau de vie des classes exploitées sous le capitalisme, à commencer par les couches les plus pauvres. Seulement dans ce cas, le travail non payé qui constitue la plus-value, reviendra à la société tout entière: l'exploitation disparaîtra et l'on atteindra le communisme et la désaliénation de l'Homme.

La classe ouvrière elle-même doit décider, par des comités démocratiquement désignés à ce seul effet, quelle quantité de travail social doit être affectée à de nouveaux instruments de production (ce qui aujourd'hui constitue le capital constant) et quelle autre à l'élargissement immédiat de la consommation (ce qui aujourd'hui constitue le capital variable, le rationnement par le salaire). La planification socialiste est un renversement complet du fonctionnement de l'économie. Les hommes qui, à présent, dans le bloc américain aussi bien que dans le bloc russe, sont soumis à la production de capital constant sous forme de machines, doivent mettre celles-ci, entièrement à leur service et ne rien produire qui lui soit étranger. Et si par hasard des comités ouvriers légitimement élus mettaient l'industrialisation au-dessus des exigences quotidiennes de leur propre classe, ils ne feraient qu'administrer le capitalisme et perpétuer l'exploitation.

Les plans de la production russe - comme ceux de tous ses imitateurs - sont à l'opposé de la conception révolutionnaire de la planification. Ils sont inspirés d'une accumulation du capital dont le modèle est l'analyse de la société capitaliste faite par Karl Marx, et déterminés en détail d'après le taux de productivité le plus haut possible pour chaque catégorie et la rémunération le plus bas possible de la main-d'œuvre. La surexploitation qui en résulte serait impossible sans la centralisation totale des capitaux dans l'État, patron exclusif, législateur du prix de la main-d'œuvre, de la marchandise *homme*, celle-ci ne disposant même plus de la liberté de marchander sa propre vente au capital. Voilà comment et pourquoi l'expropriation de la bourgeoisie en 1917, au lieu d'ouvrir la route au socialisme, a cédé la place à la forme la plus brutale de l'exploitation de l'homme par l'homme: le capitalisme d'État.

Pour organiser son capitalisme d'État, la contre-révolution stalinienne mit à profit la misère matérielle et mentale de la vieille Russie, aggravée par huit années d'opérations militaires. Malgré tout, politiquement elle a dû exterminer, et de la manière la plus abjecte qu'on puisse imaginer, toute une génération révolutionnaire, avant d'affermir solidement sa domination. Les grands procès de Moscou, en 1936-1938 et le massacre ou la déportation en Sibérie de tous ceux qui restaient fidèles à l'Octobre rouge, n'ont pas d'équivalent dans les annales des contre-révolutions, pas même dans les dictatures hitlériennes ou franquistes. Ils révèlent une conscience réactionnaire et une férocité qui constituent un des plus redoutables dangers pour le prolétariat international. Depuis lors, sinon avant, le pouvoir russe - mis à part sa concurrence impérialiste avec les puissances occidentales, et complémentairement à celles-ci - a eu pour objectif fondamental d'éviter toute révolution sociale dans le monde, ou de l'écraser par l'intermédiaire de ses partis nationaux en imposant le capitalisme d'État sous la désignation de socialisme. Les preuves à l'appui surabondent, depuis la Révolution espagnole jusqu'au triomphe de Mao Tsé-toung et à l'entrée des tanks russes dans Budapest révoltée, sans négliger la rapide cristallisation réactionnaire du pouvoir castriste.

En somme, la contre-révolution stalinienne constitue l'événement négatif le plus grave de notre siècle. Grâce à elle et à l'action de ses partis vassaux, le prolétariat a subi défaite sur défaite et se trouve dans le désarroi le plus complet, à la merci de toute force qui s'abattrait sur lui. Ceux qui prêtent appui à

cette contre-révolution, quelque raison qu'ils invoquent, représentent l'ennemi de classe; ceux qui la considèrent seulement comme une distorsion politique des objectifs révolutionnaires jouent par rapport à elle le rôle de l'ancien réformisme par rapport au capitalisme en expansion. Par conséquent, pour la création d'une organisation ouvrière de la révolution mondiale, il est nécessaire d'exiger de tous les groupes et individus une rupture préalable avec le stalinisme, sur les bases que voici :

1. Façonnée par la contre-révolution stalinienne, l'économie russe est un capitalisme d'État, impérialiste au même titre que l'économie rivale américaine;
2. Ce capitalisme ne peut être orienté dans un sens prolétarien par aucune mesure, ni même par aucune révolution qui serait exclusivement politique, mais peut seulement être aboli par une révolution sociale inaugurée par la destruction de toutes les institutions actuelles, y compris le parti dictateur et la propriété d'État;
3. Nulle part le stalinisme ne peut être envisagé comme un mouvement ouvrier opportuniste ou réformiste, mais comme nécessairement contre-révolutionnaire: il porte en lui le capitalisme d'État et la destruction des libertés ouvrières indispensables à l'organisation du socialisme;
4. Sa politique d' *union nationale* dévoile sa véritable nature. Socialement identique à celle de l'ancienne bourgeoisie mais politiquement plus perfide, elle postule pour le stalinisme la direction suprême, économique et politique, du capital dans chaque pays. La déclaration de Moscou dite des 81 partis, ne le dissimule qu'à peine.

En conséquence, les révolutionnaires voient dans le stalinisme un ennemi de classe et considèrent toute collusion ou alliance avec lui comme un abandon de la cause prolétarienne, sinon comme une trahison.

La *déstalinisation* de Khrouchtchev, complice de Staline dans l'assassinat des bolcheviques de 1917, vise dans le meilleur des cas à consolider le stalinisme en le perfectionnant comme système. La légalité *soviétique* dont parlent les continuateurs de Staline est celle de sa bureaucratie capitaliste. Le prolétariat n'a que faire d'une telle légalité, sinon la démanteler et entreprendre la création de la sienne propre. Même la liberté de parole, d'organisation, de presse, etc... - non plus que la réhabilitation de Trotski et autres révolutionnaires exécutés - que la bureaucratie pourrait se voir obligée d'accorder, ne changeraient en rien le capitalisme d'État, oeuvre essentielle de la contre-révolution stalinienne.

Enfin, une entente politique existe, tantôt tacite, tantôt explicite, entre le capitalisme occidental et la contre-révolution stalinienne, depuis les premiers symptômes de celle-ci. Les services qu'ils se sont rendus mutuellement sont innombrables. Le capitalisme occidental doit sa longévité et sa prospérité à la contre-révolution stalinienne, et cette dernière lui doit sa consolidation et son extension<sup>7</sup>. Depuis les accords de Potsdam, Washington et Moscou se reconnaissent mutuellement comme chefs de l'ordre mondial, malgré leur rivalité pour la domination. L'idée du retour du prolétariat au pouvoir en Russie, terrifie le capitalisme américain, mais la caste directrice russe n'est pas moins terrifiée par la perspective, malheureusement plus improbable dans l'immédiat, de la révolution sociale aux États-Unis.

## **Impérialisme et Indépendance Nationale**

La relation impérialisme-colonies constitue la trame toujours plus serrée du mercantilisme mondial, et elle est aussi insurmontable pour lui que la relation fondamentale: capital-exploitation du travail salarié- capital accru. L'une et l'autre ne se modifient depuis un certain temps que par leur propre exacerbation, en rendant la dissociation entre l'ensemble du système mondial et les nécessités humaines de plus en plus déchirante.

Depuis la fin de la dernière guerre, maintes colonies se sont vues octroyer l'indépendance, dans d'autres pays des guerres locales ont été déclenchées pour l'obtenir, de tous côtés on parle de *décolonisation*, *industrialisation des pays sous-développés*, *révolution nationale* et autres ritournelles. En même temps, la Russie s'est emparée de neuf pays en Europe<sup>8</sup>, de la moitié de la Corée et du Vietnam en Asie, où la vaste Chine a eu sa souveraineté nationale plus restreinte qu'au temps des *concessions* étrangères; par ailleurs, dans la majeure partie du monde la tutelle des États-Unis continue de s'appesantir jusque sur les nations les plus anciennes et les plus fortes. Il ne s'agit dans tous ces cas que d'un seul et même processus de réajustement de la planète aux forces impérialistes, telles qu'elles ont été remodelées à la suite de la guerre de 1939-1945.

Concédée par la puissance colonisatrice ou acquise par les armes, l'indépendance nationale n'implique nullement la rupture avec l'impérialisme, mais au contraire, fait apparaître celui-ci sous un jour plus clair, dans sa plus pure complexion d'emprise économique. En effet, nous sommes arrivés à un point où le travail et les connaissances de nombreuses générations se trouvent centralisées, après de multiples spoliations militaires et mercantiles, dans de gigantesques instruments de production que commandent principalement les États-Unis et la Russie. Ces instruments ayant un même caractère capitaliste dans les deux pays, la rotation de l'économie dans le monde entier se fait nécessairement autour de leurs centres respectifs. Inversé, cet argument a la valeur d'une démonstration: il suffit que la rotation économique d'un ou plusieurs pays ait pour axe un autre pays, pour prouver la nature capitaliste et de l'axe et du satellite. Car les pays ne peuvent, pas plus que les individus, se soustraire aux impératifs de l'accumulation du capital sans supprimer le capital.

Plus les découvertes techniques sont importantes et payantes (automation, cybernétique, énergie nucléaire à des fins utiles ou meurtrières, chimie industrielle et agricole, etc.) et plus accablant se fait le poids de la Russie et des États-Unis sur les pays du monde entier, amis ou adversaires, mais d'abord sur les amis. L'antagonisme militaire entre les deux blocs se juxtapose aux facteurs économiques et techniques pour affermir l'emprise de l'impérialisme et l'étendre jusque sur des territoires qui sembleraient oubliés sans cette intensive préparation à la guerre. En somme, par leur énorme volume comme par la haute spécialisation scientifique de leurs installations industrielles, les capitaux américains ou russes ne peuvent aider sérieusement une économie nationale sans la vassaliser. L'occupation militaire et administrative propre au régime colonial s'est avérée un signe de faiblesse économique de la part d'une métropole. De même qu'à l'échelle nationale, le capitalisme base sa domination sur le monopole des instruments de travail qui met à sa merci les classes laborieuses et transforme en commis les petits bourgeois, à l'échelle internationale son plein rôle impérialiste n'est atteint que par le drainage de la plus-value vers les capitaux les plus forts. Seulement il faut comprendre capitaux dans le sens le plus large de capacité industrielle et technique, mieux encore que dans l'acception purement financière. L'assujettissement des économies faibles aux économies fortes se fait ainsi par voie *naturelle*, la coercition principale étant celle, inséparable du système, de l'accroissement du capital investi à chaque cycle de production.

L'asservissement des pays sous-développés restera toujours proportionnel à l'aide que les grandes puissances leur apporteront, sans que le retard économique des premiers par rapport aux seconds cesse de croître. Et l'indépendance nationale accélère ce mouvement par l'association volontaire des exploiters locaux qui, tout en mettant à profit les immondes duperies traditionnelles du patriotisme, deviennent les fourriers du grand capital impérialiste. La puissance de celui-ci à l'heure actuelle n'a guère à craindre, pas même de la nationalisation de ses propriétés par les pays *souverains*. *L'expropriation des impérialistes* fait revenir à la fin leur dû aux impérialistes, par le jeu du commerce et des investissements dans toutes les branches de la production mondiale, tout en continuant à resserrer l'enchaînement des faibles aux forts. Il n'est pas impossible qu'un pays passe d'une fêrule impérialiste à l'autre, mais la loi d'airain de l'économie capitaliste ne peut être brisée que par la suppression de la marchandise, à commencer par son origine, le travail salarié, qui fait de l'homme, partout dans le monde, un être amoindri, en proie aux démagogues nationaux et internationaux.

Les événements ont confirmé la thèse de Rosa Luxembourg qui niait, à l'encontre de Lénine, la possibilité, sous le capitalisme, d'un *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*. Et les arguments que Lukacs<sup>9</sup> oppose à cette thèse sont entachés de réformisme dirigiste. Ceux de Lénine offrent surtout un caractère tactique très dépassé aujourd'hui. Dans la mesure où il a reçu force de loi ce droit a été, exclusivement, celui des exploiters autochtones à choisir leur propre impérialisme pour broyer les travailleurs à leur guise.

Évidemment, ce n'est plus l'heure de développer le capitalisme nulle part, mais celle de l'abattre partout. L'arborescence mondiale de l'appareil impérialiste moderne force à elle seule le prolétariat à envisager son action à l'échelle planétaire, et de la même manière dans les pays arriérés ou les colonies que dans les métropoles, sur le terrain de la révolution sociale et non sur celui de la nation capitaliste. L'action révolutionnaire doit se baser sur le droit des exploités à disposer d'eux-mêmes, à renverser le capitalisme et la nation et à s'engager dans une économie socialiste internationale.

La *révolution nationale*, l'industrialisation des pays sous-développés, le rôle *progressif du tiers-monde*, etc., autant de leurres réactionnaires. Ils ne peuvent rendre service qu'à chaque bloc impérialiste contre son adversaire. Sans la révolution sociale on ne peut aller que de l'orbite de Washington à celle de Moscou, ou inversement, comme le prouvent incontestablement les cas de Cuba sous Castro et de la Yougoslavie. Même une guerre comme celle de l'Algérie, à propos de laquelle toute la gauche française, incapable de prendre le parti de la révolution sociale en Algérie et en France, a pirouetté tant et plus au son de la musique jouée à Moscou, sinon au Caire, est l'œuvre de la guerre froide. Sans celle-ci, les bravaches du F.L.N. n'auraient jamais quitté leur rôle de pupilles de l'impérialisme français pour adopter celui de héros nationalistes. Installés au pouvoir, ils ne pourront, dans aucun cas, se comporter autrement que comme sociétaires en commandite du capital occidental ou oriental. Ils se substitueront aux pieds-noirs <sup>10</sup>.

Tous les délais sont arrivés à leur terme, tous les développements économiques et politiques du monde actuel à leur point de reflux. C'est ainsi qu'industrialisation et découvertes techniques ne peuvent plus trouver, sous la forme capitaliste, dans les colonies comme les métropoles, qu'une application très restreinte et réactionnaire, que la culture et la liberté reculent devant les propagandes abrutissantes et les exigences policières d'un système pourri; que des organisations se disant encore communistes par une imposture odieuse, sont en réalité ultra-capitalistes et s'inspirent de la plus perfide conscience contre-révolutionnaire; c'est ainsi que les masses des pays arriérés sont abusées au bénéfice de la préparation de la guerre, alors qu'elles pourraient être un facteur de première importance dans le renversement de l'impérialisme américano-russe.

Proclamons-le: toute lutte nationale est réactionnaire; colonie ou métropole, Russie ou États-Unis, les exploités ne doivent avoir pour objectif immédiat et universel que le combat pour la prise du pouvoir, l'expropriation du capital privé ou d'État, la socialisation internationale de la production et de la consommation.

## **Révolution ou Guerre Impérialiste**

Dès 1914, les forces de production, le potentiel humain et la culture avaient atteint le niveau nécessaire à l'accomplissement de la révolution socialiste. Une grande alternative se présentait à l'humanité et en particulier au prolétariat: révolution ou guerres continues, suppression du capitalisme ou décadence et chute dans la barbarie. En fait, deux guerres ont exterminé des

dizaines de millions d'hommes et détruit le travail de plusieurs générations, dans le seul but d'imposer au monde la domination d'un des blocs esclavagistes. À deux reprises en moins de trente ans, les gouvernants des pays belligérants ont appelé leurs populations respectives au massacre de celles des pays *ennemis*; au nom de la liberté, de la civilisation, du droit et du bien-être futur, promettant pour demain, à l'instar de toutes les religions, ce qu'ils n'acceptent pas de donner aujourd'hui. Pour établir un nouvel équilibre mondial, les alliés d'hier sont une fois de plus disposés à déclencher un nouveau carnage, qui, maintenant, peut aboutir à l'anéantissement de l'espèce humaine.

Pour les masses travailleuses, la guerre représente le plus terrible des fléaux: poussées loin de leurs objectifs de classe, elles sont entraînées à combattre pour la défense des privilégiés de chaque pays belligérant. Contrairement à ce qu'essaient de faire croire la propagande bourgeoise et social-démocrate, ainsi que la réaction fasciste ou stalinienne, il n'existe jamais d'intérêt national collectif, mais seulement des intérêts de classe, ceux du prolétariat étant les seuls à se confondre avec ceux de l'humanité.

La guerre - parfois sa simple menace - en accentuant la misère des classes exploitées et la suprématie militaire, provoque une régression sociale généralisée, propice à toutes les entreprises réactionnaires. Mais les gouvernements, occidentaux et orientaux, ne peuvent éviter la guerre, car elle est incluse dans le mécanisme de leur système. Elle ne peut être davantage évitée par les mouvements pacifistes, toujours impuissants. Il faut en déraciner la cause, c'est-à-dire, le capitalisme. Rappelons que si les prolétaires des deux camps avaient, en 1914, attaqué leurs gouvernements respectifs au lieu de s'entretuer, l'humanité se serait épargné cinquante années de calamités, d'oppression et de conflits. Mais les dirigeants ouvriers, faisant corps avec les exploités, poussèrent à la guerre dans les deux camps et imposèrent ainsi à la classe ouvrière le dilemme réactionnaire de la destruction d'un groupe de pays au profit d'un autre. Le prolétariat subit par là un grave échec et un immense recul idéologique. L'action internationaliste de Lénine, Trotski et d'une partie des bolcheviques, en permettant la victoire de la Révolution russe, remplaça dans ses termes exacts le dilemme historique de l'humanité, en appelant de nouveau les peuples à s'emparer de l'économie et du pouvoir politique.

Il est incontestable que la trahison des leaders de l'Internationale Socialiste n'aurait eu qu'une portée assez restreinte si la Révolution russe n'avait elle-même été trahie quelques années après sa victoire. Mais bien avant 1939, la Troisième Internationale et le gouvernement du Kremlin avaient rejeté le dilemme posé par l'évolution historique et faisaient leur l'alternative posée par la réaction. Le Front Populaire n'avait pas encore fait son apparition officielle, que déjà leur politique, sciemment dirigée vers la guerre, n'avait pas d'objectif plus méticuleux que de paralyser l'action révolutionnaire du prolétariat. Grâce donc aux partis *communistes* liés à Moscou, une orientation chauvine et réactionnaire fut encore imposée aux masses. Aux côtés des puissances de l'Axe contre *la ploutocratie anglo-américaine* (Pacte germano-russe et suppression de la presse stalinienne de langue allemande), comme aux côtés de cette dernière contre *le fascisme* (participation à la guerre dans le camp des



démocraties et résistances nationales), le Kremlin et ses partis ne changeaient que de camp impérialiste. La débâcle ainsi provoquée parmi les masses du monde entier ne peut être comparée à aucune autre. Elle reste la cause principale de la démoralisation actuelle des prolétaires, qui les rend facilement maniables par les appareils staliniens, cléricaux ou militaires.

Une telle politique a permis à la contre-révolution russe de devenir la seconde puissance impérialiste du Globe, non sans l'appui matériel et moral de la première. A l'humanité, elle a valu le partage de la planète en deux zones d'influence, la fausse propagande de *coexistence pacifique* qui se traduit pratiquement par la *guerre froide* et l'équilibre de la terreur permanente.

*Coexistence* ou guerre froide sont en réalité l'avvers et le revers d'une seule stratégie ductile, susceptible de s'aventurer dans des hostilités locales, ou de se contenter pour un certain temps de la délimitation de zones d'influence incontestées, ou de se lancer à la décision militaire ultime, d'après les impératifs de l'expansion, les exigences politiques internes, ou bien d'après les confidences des espions des services secrets. Quoi qu'il en soit, et en dépit de la retenue que les armes thermonucléaires imposent aux deux géants, à l'équilibre de la terreur succédera la désintégration de la moitié de l'humanité ou davantage, si les masses n'agissent pas avant.

Sommet de l'exploitation de l'homme par l'homme, guerre de classes permanente et légale, le capitalisme révèle militairement, de la manière la plus indéniable et la plus terrifiante, sa complète caducité en tant que système et son incompatibilité avec les nécessités immédiates et les aspirations des hommes. Dans les instruments de guerre, dont la capacité meurtrière s'étend bien au-delà des hommes et des primates, jusqu'à la vie organique rudimentaire, s'hypostasie la forme capitaliste des instruments de production, qui, en imprégnant les relations sociales en général, étouffe petit à petit l'humanité, même en supposant que la paix dure indéfiniment. La solution au dilemme est urgente: en finir avec la société actuelle ou dégénérer.

Dans de telles conditions, les congrès ou mouvements *pour la paix* animés par les représentants ou des amis de l'un ou l'autre bloc sont en réalité marchandise de guerre, sinon un enrégimentement direct de la classe ouvrière. L'internationalisme prolétarien réclame l'action simultanée contre le bloc américain et le bloc russe, non en faveur de la paix entre eux, statu quo réactionnaire, mais contre leurs structures capitalistes respectives, source de leur rivalité pour l'exploitation hégémonique du monde. Et cette tâche devient impraticable sans mettre au pilori, dans les assemblées et la presse révolutionnaire de tous les pays, dans les usines mêmes, les serre-files des deux principales armées impérialistes. Le défaitisme révolutionnaire n'est pas périmé comme le prétendent certains novateurs qui avancent à reculons; bien au contraire, sa nécessité se fait sentir en pleine paix, et déborde jusqu'au domaine économique. Le principal ennemi continue toujours d'être dans notre propre pays, mais dans presque tous on peut et on doit frapper aussi les commis de l'impérialisme extérieur.

Face à l'équilibre de la terreur, il devient urgent de postuler le droit des travailleurs de tous les pays - droit élémentaire de conservation de la vie, hors duquel tout autre droit devient une dérision - de réclamer et mettre à exécution le démantèlement de toutes les usines et industries de guerre, atomiques ou classiques de dissoudre les armées et d'effacer les frontières.

Le prolétariat américain pourrait contribuer décisivement à créer un mouvement mondial dans ce sens, tout en ouvrant une brèche dans le totalitarisme, qui enchaîne l'action possible des travailleurs russes, chinois, etc. Mais il est indispensable que sa partie la plus consciente commence par condamner sans équivoque son propre impérialisme, et qu'elle entreprenne avec ardeur cette tâche. Ainsi les révolutionnaires seraient partout en meilleure position pour organiser la fraternisation avec le prolétariat de l'autre bloc, en forçant, si nécessaire, - et ce le sera - le cordon policier.

## Les Perspectives Marxistes

Dans les vieux pays capitalistes, l'État, la police, les lois, les tribunaux centralisent et représentent les intérêts de l'ensemble des Capitalistes individuels. Dans la Russie stalinienne l'État est l'unique exploitateur; en lui se trouvent centralisées la propriété et l'exploitation de type capitaliste, au même titre que la police, l'armée et les tribunaux. L'apparition d'un régime totalitaire aussi achevé n'entraîne pas dans les perspectives de Marx et de Engels, dont le point de départ était le développement du capitalisme, son anéantissement et son dépassement en fonction des nécessités révolutionnaires internes. Leur analyse et leurs perspectives se situant à l'époque où le capitalisme allait atteindre son apogée, ne leur permettaient pas de discerner les traits spécifiques de son déclin. Le développement considérable du mouvement ouvrier, dans les dernières années de leur existence pouvait, en outre, leur faire espérer que le parti révolutionnaire du prolétariat détruirait la société capitaliste au moment où celle-ci cesserait d'avoir une valeur positive pour l'ensemble de l'humanité.

Si Marx et Engels ont quelquefois considéré la révolution socialiste comme inévitable, ils ne l'ont jamais envisagée comme un processus automatique. Cependant leurs affirmations relatives au caractère inéluctable du socialisme ont donné à beaucoup de *marxistes* prétexte à des conceptions mécaniques étrangères à l'esprit révolutionnaire. Au centre de celles-ci est l'idée selon laquelle la centralisation économique demeure un signe d'évolution positive du capitalisme, sinon le commencement du socialisme. Or, l'expérience montre que la concentration du capital, autrefois facteur progressif de l'évolution sociale, revêt un caractère réactionnaire au-delà d'une certaine limite. Cette limite ne saurait être fixée par des chiffres, car elle est co-déterminée par d'autres facteurs, tels le niveau culturel et politique, le degré de liberté idéologique et économique consenti aux masses, et la maturité générale de la société, ce qu'on pourrait appeler *l'âge* du système. Une fois cette limite de progressivité atteinte (et qui pourrait douter qu'elle soit déjà derrière nous ?) la société ne peut plus progresser que par la révolution et, ceci, indépendamment du degré de développement ou de concentration de

chaque économie nationale. Sous peine de servitude, l'intervention consciente de l'homme doit rompre l'automatisme de la concentration devenue régressive.

Persister à voir dans la centralisation des moyens de production une évolution positive conduit, au contraire, à la conception déjà critiquée, selon laquelle la disparition de la bourgeoisie en tant que classe possédante et l'étatisation de l'économie constituent, dans la société de transition, la base matérielle d'où surgirait spontanément le communisme, pour peu que les bourgeois ne reparassent pas. Les *marxistes* qui défendent de telles théories aboutissent tôt ou tard, comme on l'a déjà vu, à admettre que le stalinisme accomplit, par les nationalisations, la tâche essentielle de la révolution; c'est là passer dans le camp d'en face.

Les perspectives de Marx relatives au développement du capitalisme se sont confirmées dans leurs grandes lignes, mais certains aspects nouveaux sont apparus qui caractérisent l'époque de la décadence de la société capitaliste. En effet, il est aujourd'hui possible d'attribuer une signification historique au capitalisme d'État, la dernière des transformations provoquées par la concentration des capitaux, agissant sur la propriété individuelle comme une loi inhérente au système. Qu'elle provienne du stalinisme, du nazisme, des démocraties occidentales ou du panarabisme avec ses résonances dignes des Philistins bibliques, l'étatisation concrétise et prolonge la tendance générale du capitalisme entrevue par Marx.

Au premier stade du capitalisme moderne, celui de l'économie libérale, la propriété, strictement individuelle, correspondait seulement au capital investi dans l'entreprise. La concurrence était le fait de la lutte entre individus capitalistes, sur un marché si restreint qu'il dépassait rarement l'échelle nationale. Engendrée par le processus même de l'accumulation du capital et par le développement du machinisme, la nécessité d'investir des sommes de plus en plus considérables provoqua l'association des capitalistes individuels et, finalement, l'apparition de la société anonyme, dans laquelle sont investis d'immenses capitaux, provenant d'une multitude de capitalistes individuels, sans que ceux-ci interviennent réellement dans leur gestion.

Au second stade, celui de l'impérialisme, les sociétés anonymes se groupent en trusts et en cartels qui réglementent les prix sur une grande échelle, tout en se livrant une lutte acharnée pour la conquête des marchés et des matières premières. L'État qui, au stade précédent, assurait un équilibre relatif entre les capitalistes, devient, au stade de l'impérialisme, l'agent d'exécution des trusts et cartels, dont les plus puissants s'emploient à s'assurer le contrôle. C'est là le premier signe de décadence de la société capitaliste, dès lors caractérisée par une énorme extension de l'industrie de guerre.

Le troisième stade ou capitalisme d'État est conséquence mécanique du processus antérieur, que les guerres et les contre-révolutions accélèrent. N'importe quel pays arriéré peut y parvenir, mais seulement poussé par des intérêts rétrogrades, tout comme les exigences révolutionnaires mondiales lui permettent d'accéder à la révolution socialiste au même titre que les pays les plus industrialisés. La Révolution russe est inexplicable sans la maturité

mondiale des idées et de l'économie, qui aurait permis d'entreprendre le socialisme. Tout aussi bien, mais dans le sens réactionnaire, le stalinisme rejoignit directement le degré maximum de centralisation et d'exploitation capitaliste dans le monde.

A ce troisième stade, les moyens de production ne pouvant pas conserver leur structure par les seuls soins des propriétaires individuels, ils sont mis sous la protection de l'État, le représentant suprême de l'exploitation, *le capitaliste collectif idéal* (Engels), dans lequel vient se concentrer entièrement la propriété. Celle-ci devient propriété indivise des membres de la couche sociale ou caste qui détient le pouvoir politique, à un tel point qu'elle perd - en Russie par exemple - toute relation avec l'investissement direct du capital par des propriétaires individuels. Dans l'ancien capitalisme, à présent disparu presque partout, l'exercice du pouvoir politique était une conséquence de la richesse; dans le capitalisme d'État, la richesse va d'emblée avec la possession d'une parcelle quelconque du pouvoir politique. Le cercle dominateur tend à se resserrer et à devenir plus despotique que jamais. L'État propriétaire et collecteur de la plus-value distribue celle-ci entre ses serviteurs, ce qui aiguillonne la bassesse envers les groupes les plus haut placés, groupes toujours très restreints. De leur côté les travailleurs vivent plus courbés que jamais par l'esclavage du salariat, qu'impose à son gré l'État, patron unique. L'écart économique entre exploiters et exploités, l'arbitraire des uns et l'assujettissement des autres, sont portés à un point jamais atteint. *De plus en plus, le capital apparaît comme une puissance sociale dont le fonctionnaire est le capitalisme.* (K.Marx) - Voilà le capitalisme d'État, niveau de dégénérescence de la société actuelle, que les faussaires présentent au prolétariat comme socialisme.

La bourgeoisie, classe de l'apogée du développement du capitalisme, a accompli une fonction historique importante; il s'agissait et il continue de s'agir, pour les révolutionnaires, d'en finir avec ce capitalisme, son État, ses classes. Faute de quoi, la décadence du système, déjà entamée, ne sera pas l'œuvre d'une classe bien distincte, mais celle de castes ou de bureaucraties dominant l'État et ses terrifiants moyens de répression, qui décomposent la société et la mènent à la barbarie. Il s'agit là d'une des leçons les plus frappantes de l'histoire récente.

Depuis la période de l'entre-deux-guerres, l'involution, ou mouvement rétrograde de la société capitaliste, s'est manifestée de diverses manières: l'une des premières chronologiquement, fut l'apparition d'immenses armées de chômeurs en Europe et aux États-Unis. En Russie, la multiplication des camps de travail forcé était l'équivalent du chômage, et il entraînait l'avitissement de la main-d'œuvre. Aujourd'hui même, en dépit des millions d'hommes mobilisés dans les deux blocs, le chômage n'a pas disparu. Mais le signe le plus brutal de la dégénérescence fut incontestablement la guerre de 1939-45, dont les conséquences réactionnaires apparaissent de plus en plus accablantes: répartition du monde et rivalité entre la Russie et les États-Unis comme chefs de file, occupation militaire de plusieurs nations, disparition ou écartèlement d'autres, économie de guerre endémique, menace thermonucléaire qu'aucun accord entre les deux Empires ne fera disparaître; une dégradation de la conscience des masses ouvrières et de la société en général, que chaque bloc

cultive à sa manière. La paix, ou plus exactement, l'armistice que nous vivons, a vu s'implanter des méthodes d'exploitation si féroces, que le salaire fixe et la journée de huit heures ont disparu presque partout. La paie à la pièce, que le mouvement ouvrier avait réussi à extirper, reparait de multiples manières: primes, bonifications, indemnités, que l'organisation du travail, les chaînes et les chronométrages - si ce n'est les machines elles-mêmes - se chargent de perfectionner. Les travailleurs sont ainsi mis devant la nécessité de produire de plus en plus et de faire volontairement des heures supplémentaires, quand ce n'est pas le contrat syndical qui le leur impose.

Il résulte de ces méthodes *scientifiques* de développement du capital dont l'initiative est souvent due à la contre-révolution russe<sup>11</sup>, une exténuation des travailleurs et un assoupissement intellectuel très utiles à leurs ennemis, en plus de l'abaissement généralisé de la qualité professionnelle inséparable de la technique moderne au service de l'exploitation. La plupart des ouvriers ne sont que des manœuvres attachés à une machine. Les spécialistes eux-mêmes le sont à tel point qu'ils manquent, eux aussi, de métier.

Le rendement croissant des travailleurs et des machines a entraîné une centralisation monstrueuse des instruments de production, c'est-à-dire du capital, qui confère à celui-ci une pernicieuse tyrannie économique et disciplinaire sur la main-d'œuvre. Et tandis que les possédants s'assemblent en Marché Commun en vue d'un Marché International (dans l'autre bloc en COMECON<sup>12</sup> les travailleurs demeurent séparés, non seulement en blocs et en nations, mais à l'intérieur de celles-ci, par branches de production, d'une entreprise à l'autre, d'une catégorie à l'autre, et, dans chaque établissement, ils subissent une surveillance et une réglementation toutes militaires, qui auraient été refusées il y a trente ans comme attentatoire à leur dignité.

Ce contraste entre la liberté de manœuvre du capitalisme et la paralysie du prolétariat est la conséquence en droite ligne du rejet de la révolution mondiale entre 1917 et 1937, les résultats de la dernière guerre aggravant cette conséquence négative. Le gonflement du capitalisme est rigoureusement conditionné, depuis des décennies, en zone orientale aussi bien qu'en zone occidentale, par l'inaction révolutionnaire du prolétariat. De là la nature doublement réactionnaire de l'actuelle super-concentration du capital. Elle était superflue pour le renversement communiste de la société, et elle a mis les exploités dans leur ensemble devant la nécessité de reconstruire pierre à pierre leurs organisations révolutionnaires, alors même qu'ils se trouvent assiégés par un ensemble complexe d'ennemis s'étendant depuis le grand capital privé ou étatique, jusqu'aux partis et syndicats qui parachèvent la structure de l'accumulation élargie.

Au milieu de cette situation si peu exaltante, la tâche historique que le marxisme attribue au prolétariat - la transformation de la société d'exploitation en communisme - revêt la plus grande urgence sociale à l'échelle planétaire. Sans elle, et dans le meilleur des cas, l'humanité se racornira dans un byzantinisme pire que celui qui prolongea la perte de la civilisation gréco-romaine. Mais la récupération de l'esprit combatif et la résurgence d'une situation révolutionnaire ne sauraient être attendues, comme le prétendent

certain marxistes qui penchent vers l'automatisme économique, d'une de ces crises cycliques, dites à tort *de surproduction*. Celles-ci étaient des secousses qui régularisaient le développement chaotique du système, et non point un effet de son épuisement. Le capitalisme dirigé sait les atténuer ou les esquiver de diverses manières, et par ailleurs, même si l'une d'entre elles se produit, elle n'engendrera à elle seule aucun mouvement révolutionnaire. Sans l'intervention de quelque chose de différent elle pourrait, à l'inverse, favoriser les desseins tortueux des nouveaux réactionnaires, qui attendent leur heure, plans quinquennaux dans leur serviette, et normes de production au poing. La crise générale du capitalisme, c'est son épuisement en tant que système social. Elle consiste, sommairement parlant, en ce que les instruments de production en tant que capital et la distribution des produits, limitée par le salariat, sont devenus incompatibles avec les nécessités humaines, et même avec les possibilités maxima que la technique offre au développement économique. Cette crise-là est insurmontable pour le capitalisme; l'Occident aussi bien que la Russie l'aggravent jour après jour.

En conséquence, la récupération du prolétariat doit nécessairement provenir d'un vaste ébranlement contre les conditions économiques et politiques que l'accumulation élargie et dirigée du capital a imposées pas à pas depuis l'entre-deux-guerres. On ne peut l'attendre sans une rupture avec le schéma traditionnel des *revendications immédiates* et de la *démarche révolutionnaire*. Aujourd'hui, l'immédiat à obtenir, c'est la disparition des primes, des heures supplémentaires et du travail à la pièce, ainsi qu'une importante réduction de la journée de travail, sans que la paie moyenne diminue en aucun cas. La devise générale doit être: moins de travail, plus de paie! Deuxièmement, il faut attaquer de face la frénétique accumulation du capital, de plus en plus réactionnaire: *Toute augmentation de la production à la classe ouvrière qui la réalise!*, réclamation dont la perspective est, non le capitalisme d'État, mais l'organisation du communisme.

Politiquement, la classe ouvrière doit commencer par affirmer son droit à rejeter tout règlement d'usine ou tout contrat de travail, dictés soit par le capital, soit par celui-ci et les syndicats conjointement, c'est-à-dire, son droit souverain de décision directe sur tous ses problèmes et sur tous ses mouvements de grève, par l'intermédiaire de délégués élus et révocables à tous les échelons nécessaires. Enfin, il ne faut pas oublier le droit individuel ou collectif du prolétariat à l'intervention politique aux côtés des travailleurs de tout autre pays. C'est là le chemin de l'unité révolutionnaire européenne et mondiale, opposé à l'unification rétrograde du capital autour de Washington et de Moscou. Les salariés des pays qui conservent certaines libertés démocratiques bourgeoises prendront ainsi le cap de la démocratie prolétarienne et ils pourront contribuer à briser le totalitarisme qui règne dans des pays comme l'Espagne, la Russie, la Chine, l'Égypte, etc.

Ce qui précède suffit pour faire comprendre à quel point le retour du prolétariat au combat pour la révolution mondiale dépend d'un renouveau idéologique. Une période d'insurrection des masses ne peut nullement être le résultat unilatéral ni d'une *crise cyclique*, ni même de la crise générale du capitalisme. Si la présence de partis révolutionnaires sains et aptes à soulever l'enthousiasme des meilleurs comme à symboliser l'espérance des opprimés ne



se conjugue pas avec cette crise, toute révolte locale échouera sans engendrer de mouvement révolutionnaire international.

## L'Organisation Révolutionnaire

Outre les causes matérielles qui ont livré le prolétariat à la merci de ses ennemis, il faut souligner, en tant que facteur politique additionnel, la faillite des organisations qui, s'étant opposées du premier jour à la corruption stalinienne, se trouvaient dans les meilleures conditions pour regrouper de nouveaux partis révolutionnaires. L'œuvre de Trotski et du mouvement originel de la IV<sup>e</sup> Internationale a constitué un apport considérable pour la compréhension du Thermidor russe. Mais l'organisation qui continue à se réclamer du trotskisme, loin de compléter et de développer les analyses de Trotski et son propre programme, en mettant à profit l'ensemble de l'évolution politique et sociale, ne fait que murmurer des formules vides sur la nature de l'économie russe. Elle se refuse à admettre le caractère contre-révolutionnaire et capitaliste du stalinisme, et elle a accueilli comme *libératrice* l'entrée des troupes russes en Europe orientale, alors que celles-ci arrachaient aux ouvriers les armes et les usines dont ils s'étaient emparés dans plus d'un cas. Sa honteuse collusion récente avec divers nationalismes bourgeois - celui de l'Algérie en premier chef - était préparé de longue date par son abandon de la devise marxiste: *Contre la guerre impérialiste, guerre civile*, au profit d'une défense nationale que le substantif *Résistance* ne prétendait même pas masquer.

En somme, en considérant que le capitalisme d'État à la manière russe est la base économique du socialisme, la IV<sup>e</sup> Internationale renie ostensiblement la tâche révolutionnaire qui fut à l'origine de sa fondation. Le véritable réformisme moderne est en vérité la IV<sup>e</sup> Internationale, plus les organisations qui lui sont idéologiquement apparentées. Elles remplissent, par rapport au capitalisme centralisé dans l'État, un rôle semblable à celui de l'ancienne social-démocratie relativement au capitalisme privé et monopoliste. Sans rompre avec elles, il est impossible de fouler un terrain propice à la révolution.

Quant aux groupes qui ont quitté cette Internationale après le Congrès de 1948, ou qui prétendent la *continuer* - comme tout récemment ceux d'Amérique Latine -, ils sont enfermés dans une orthodoxie trotskiste aussi négative que toute autre, et par-dessus le marché mensongère. Ils sont tombés dans les mêmes opportunistes, et, également, voient dans tout chiffon de drapeau nationaliste le commencement d'une *révolution permanente*, alors qu'il barre en réalité la route au prolétariat. Ils interprètent de façon droitière le Programme de Transition, lors même que l'expérience et les nécessités des masses commandent de la manière la plus pressante de le dépasser.

De son côté, la tendance *Socialisme ou Barbarie*, également issue de la IV<sup>e</sup> Internationale déjà amadouée, est allée à la remorque de la déliquescence *gauche* française sur tous les problèmes et dans tous les moments importants: guerre d'Algérie et problème colonial, 13 mai 1958 et pouvoir gaulliste, syndicats et luttes ouvrières actuelles, attitude face au stalinisme et au



dirigisme en général. A telle enseigne que, bien qu'elle reconnaisse dans l'économie russe un capitalisme d'État, elle n'a contribué qu'à rendre les esprits encore plus troubles. En renonçant expressément à lutter contre le courant et à ne rien dire à la classe ouvrière *qu'elle ne puisse pas comprendre* elle s'est vouée de son propre gré à la faillite. Dépourvue de nerfs cette *tendance* a cédé à une versatilité qui frise le funambulisme existentialiste. Envers elle, comme envers d'autres qui existent aux États-Unis, il convient de rappeler le mot de Lénine: *Seuls quelques pitoyables intellectuels pensent qu'aux ouvriers il suffit de parler de la vie de l'usine et de rabâcher ce qu'ils savent depuis longtemps.*

Quant aux groupes et aux partis qui, dans la querelle russo-chinoise ont plus ou moins pris le parti de Pékin, ils se situent très à droite de ce que, avec beaucoup de tolérance, on peut considérer comme avant-garde révolutionnaire<sup>13</sup>. Pékin ne fait qu'imiter le capitalisme d'État russe, la contre-révolution stalinienne. Que son protecteur d'hier traite la Chine, et ne consente à la traiter que comme une semi-colonie, est la juste monnaie du rôle que ses dirigeants remplissent depuis longtemps. Mais cela ne lui donne nullement le droit de parler au nom du prolétariat et de la révolution. En 1925-1927, Mao Tsé-toung et Chou En-lai détruisirent les soviets chinois pour la plus grande gloire du Thermidor russe. Ils récoltent maintenant ce qu'ils ont semé. La Russie, devenue une grande puissance impérialiste, exige des dividendes sur la plus-value arrachée à cinq ou six cents millions de Chinois, en plus de la subordination qui lui est due en matière d'influence asiatique. C'est pourquoi la *querelle idéologique* ne comporte que des euphémismes et des paroles creuses propres à la bureaucratie capitaliste quand elle traverse de graves difficultés.

En se mettant à la traîne de Pékin on piétine l'idéologie du prolétariat autant qu'en s'inclinant devant Moscou. Seule l'indigence mentale et psychique -lie déposée par trente années de stalinisme- permet encore aux mandarins de Pékin de parler d'une révolution qui doit être faite en Chine aussi, et contre eux. Les suiveurs qu'ils réussissent à rassembler, ils les utiliseront pour établir un compromis avec Moscou, -première tentative-, et, si celui-ci échoue, avec Washington.

Les groupes les plus radicaux de la périphérie stalinienne entendent par *retour à la politique révolutionnaire* le retour au Front populaire, qui fut précisément la tactique de guerre impérialiste mise en jeu, sous une apparence réformiste, au temps même où la contre-révolution marchait en Russie à tambour battant, fauchant les têtes de tout ce qui continuait d'être tant soit peu révolutionnaire. La réalité est que tous ces groupes ou partis sont un sous-produit de la crise qui a inauguré la décomposition de la contre-révolution stalinienne et qu'ils n'ont absolument rien de positif à proposer. Les ouvriers et les hommes jeunes qui, à la suite de mille circonstances fortuites, se sont retrouvés dans leur sein, seront perdus pour tout travail révolutionnaire, à moins qu'ils ne récapitulent avec la plus grande rigueur critique toute l'œuvre du stalinisme en tant que contre-révolution capitaliste en Russie et dans le monde. C'est là un préambule indispensable pour être en mesure de contribuer, dans la théorie et dans la pratique, à la renaissance d'un parti prolétarien mondial.

Jamais on n'a tant parlé de *révolutions victorieuses*, et jamais on n'a vu une époque à ce degré réactionnaire, de l'Orient jusqu'à l'Occident. On dirait que le capital est sur le point de réaffirmer sa domination pour mille ans, en fourrant dans les cerveaux de ses victimes, telle une religion, l'idée que l'exploitation planifiée est le socialisme et que la dictature policière d'un parti est le gouvernement du prolétariat. Les apparences sont trompeuses. De part et d'autre de la frontière entre les deux blocs, de formidables énergies révolutionnaires se sont accumulées. Elles peuvent se mettre en branle à un moment quelconque, où que ce soit; mais leur cristallisation en victoire prolétarienne s'avérera impossible sans une nouvelle organisation révolutionnaire. Par contre, la création de celle-ci précipitera une avalanche irrésistible des masses, toutes les énergies tendues vers l'objectif suprême. Une véritable civilisation pourra émerger pour la première fois parmi les hommes.

La première Internationale groupa les travailleurs par-delà les frontières et, avant sa dissolution, avait réalisé un immense travail idéologique qui, aujourd'hui encore, est une des principales sources d'inspiration révolutionnaire. La Deuxième Internationale disputa au capitalisme les droits et le niveau de vie des ouvriers, mais se refusant à l'abattre, elle finit par s'intégrer à sa légalité, qui n'est que ténèbres pour les exploités. La Troisième Internationale prit la tête de la lutte pour la révolution mondiale pendant plusieurs années tout en continuant l'œuvre éducatrice de la Première, jusqu'au moment où le Thermidor commença à l'utiliser comme instrument de politique extérieure conservatrice. Totalement avilie par la contre-révolution stalinienne, elle seconda tous les crimes de celle-ci en Russie et contribua fortement à la défaite du prolétariat mondial. Pour sa part, la Quatrième Internationale, qui détenait d'immenses possibilités malgré son exigüité organique, a dilapidé d'exégèse en exégèse son héritage théorique jusqu'à perdre finalement son indépendance en tant que mouvement.

Une nouvelle organisation révolutionnaire est indispensable au prolétariat mondial. Cependant, à moins qu'elle n'incorpore à sa pensée les sévères expériences idéologiques et organisationnelles survenues depuis 1914, sa constitution s'avèrera impossible, ou du moins gravement défectueuse. Les défaites du passé doivent jalonner le chemin de la victoire. Une telle organisation doit surpasser les traditionnels rassemblements de partis nationaux et rejeter aussi tout *centralisme* permettant à une poignée de dirigeants de mettre *la base* devant des décisions disciplinaires accomplies. Elle doit préfigurer le futur monde sans frontière ni classe. Dans cette intention nous adoptons ce Manifeste que nous proposons à tous les groupes et à tous les individus révolutionnaires du monde. Il faut rompre d'une manière tranchante avec des tactiques et des idées mortes, dire sans réticence toute la vérité à la classe ouvrière, rectifier sans regret tout ce qui fait obstacle à la renaissance de la révolution, que ces obstacles proviennent de Lénine, de Trotski ou de Marx, et adopter un programme de revendications qui concorde avec les possibilités maxima de la technique et de la culture modernes mises au service de l'humanité.

## **Les Taches de Notre Époque**

Organisation de l'action de la classe ouvrière, directe et indépendante de tout syndicat, avec les devises générales détaillées ci-après :

## Moins de Travail et plus de paie

1. Suppression du travail à la pièce et du salaire de base qui le stimule, en les remplaçant par un travail à la semaine, à la journée, etc.
2. Réduction de la semaine de travail à 30 heures (premier pas), sans aucune diminution de salaire auquel doivent être incorporées les primes, indemnités, heures supplémentaires, etc., bref, tout ce qui constitue, dissimule ou éperonne le travail à la pièce.

1. Suppression des chronométrages et contrôles qui intensifient l'exploitation, étouffent l'ouvrier et rabaissent sa dignité personnelle. Les intéressés dans chaque entreprise ou branche de la production sont seuls qualifiés pour déterminer le rythme du travail.

1. Toute augmentation de la production (sa valeur actuellement) qu'elle provienne d'un plus grand rendement de l'ouvrier ou d'un perfectionnement technique, doit revenir collectivement aux ouvriers qui en sont les auteurs, en attendant que la classe tout entière décide de sa répartition. C'est là la manière de mettre une limite à l'accumulation du capital, chaque jour plus écrasante, et de hausser véritablement le niveau de vie des exploités.

1. Travail pour tous, chômeurs et jeunes, et diminution des heures ouvrables proportionnellement au nombre d'ouvriers et au perfectionnement de l'outillage. Il s'agit d'une solidarité de classe qui entraînera d'excellentes conséquences, ainsi que d'un droit au travail qui implique en contrepartie le suprême *droit à la paresse*, aujourd'hui inexistant malgré les vacances, simple détente physique semblable aux heures de sommeil.
2. Dénonciation des conventions collectives non établies directement avec l'entreprise par les travailleurs et approuvées par ces derniers.
3. Distribution gratuite, aux couches sociales les plus pauvres, des vivres et articles de consommation stockés comme *excédents de production*, distribution effectuée dans le pays même ou dans tout autre, sans distinction de bloc.

A l'action indépendante pour la défense des libertés élémentaires doit présider la devise :

## Droit de parole, d'organisation et de grève au Proletariat

Ces droits sont confisqués par les partis et leurs organisations syndicales qui sont devenues inséparables du capitalisme décadent. Dans les usines, les accords syndicats-patronat ont supprimé la liberté individuelle, aussi bien que la liberté collective des ouvriers, et tout particulièrement celle des révolutionnaires, si bien qu'en de nombreux lieux ils peuvent être congédiés

légalement pour avoir parlé de politique, pour avoir distribué de la propagande, ou s'être concertés à quelque fin que ce soit. Il devient donc indispensable de revendiquer :

1. La liberté politique, de parole et de distribution de la presse, des tracts, etc., sur les lieux de travail, comme la liberté de réunion sur les mêmes lieux quand l'autodéfense des ouvriers le requiert.
2. La récusation de tout règlement intérieur d'entreprise dicté par le patron *bourgeois* ou l'État, ou par celui-ci et les syndicats conjointement. Dans chaque entreprise ou dans chaque profession, les travailleurs eux-mêmes, par l'entremise de délégués élus à cette fin, doivent seuls détenir, à l'exclusion de tous autres, la puissance d'établir le règlement intérieur. Son approbation en assemblée générale est une indispensable mesure de précaution.
3. La souveraineté exclusive et illimitée des travailleurs, sans qu'il soit besoin d'aucune caution syndicale ou gouvernementale, pour entreprendre la grève économique et politique.
4. Le droit de parole et de vote à tous les intéressés, en dehors de toute affiliation syndicale ou politique, pour établir les revendications de chaque grève, le moment du déclenchement et la fin de celle-ci, et pour résoudre tous les problèmes qui s'y rapportent.
5. Le droit d'élire directement, sans aucune formalité syndicale ou judiciaire, des délégués permanents d'atelier, usine, profession, etc., pour représenter les travailleurs face à la direction.
6. Le droit de se concerter face à toute éventualité et à n'importe quel moment, par l'intermédiaire des susdits délégués, avec les travailleurs d'autres industries ou activités, partout dans le pays et internationalement.

Une telle direction doit favoriser pour le prolétariat la récupération et l'accroissement de sa liberté d'expression et d'action, aujourd'hui supprimée dans la plupart des pays, ou transformée, dans les moins dictatoriaux, en un monopole des partis et syndicats, qui constituent en réalité la structure légale de l'exploitation du travail par le capital. Dans des pays comme la Russie, la Chine et leurs imitateurs, il faut commencer par se battre contre l'ignominie des amendes, des mesures policières ou juridiques pour les retards ou l'absence au travail, contre l'avalissant *carnet de travail*, et pour le droit de parole et d'organisation des masses face au parti dictateur. Sans une lutte hardie pour ces revendications, le prolétariat continuera à perdre du terrain face au capital et à accroître la capacité oppressive de celui-ci.

Les revendications immédiates minima énumérées ci-dessus pourront jouer un rôle très important dans le renouvellement de l'activité prolétarienne dans le monde entier sans distinction de pays arriérés ou avancés. Cependant, comme il ne peut s'agir en aucun cas d'améliorer ou de développer l'économie fondée sur le *capital-salariat*, mais d'en finir avec elle, il est indispensable de les lier sans solution de continuité aux mesures suprêmes de la révolution prolétarienne mondiale, sans perdre de vue que dans certains cas, il deviendra possible de commencer directement par celles-ci :

## A bas le capital et le travail salarié

1. Le pouvoir politique aux travailleurs, qui l'exerceront par l'entremise de comités démocratiquement désignés et révocables à chaque instant.
2. Expropriation du capital industriel, financier et agricole, non point par l'État, les syndicats ou toute autre institution, ce qui donnerait lieu, comme en Russie, à un capitalisme encore plus brutal, mais par l'ensemble de la classe ouvrière.
3. Gestion ouvrière de la production et de la distribution des produits, ce qui est inséparable d'une planification exclusivement dictée par les nécessités de la disparition des classes.
4. Destruction de tous les instruments de guerre, atomiques aussi bien que classiques, dissolution des armées, des polices, reconversion des industries de guerre en production de consommation.
5. Armement individuel des exploités sous le capitalisme, territorialement organisé, selon le schéma des comités démocratiques de gestion et de distribution. C'est là une des meilleures garanties que la transformation sociale puisse trouver.
6. Incorporation aux activités utiles de toutes les couches de la population qui aujourd'hui réalisent des travaux parasitaires ou nettement préjudiciables: cela permettra, en se servant au maximum de la technique et de la science moderne, et au minimum de l'effort humain, d'augmenter continuellement la production tout en réduisant le temps de travail qui lui est consacrée. C'est aussi le moyen de surmonter la division aujourd'hui imposée, entre travail manuel et travail intellectuel.
7. Suppression du travail salarié, en commençant par élever le niveau de vie des couches sociales les plus pauvres pour atteindre finalement la libre distribution des produits selon les besoins de chacun. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir d'autre preuve de la transformation du capitalisme en socialisme et de la disparition des classes.
8. Suppression des frontières et constitution d'un seul gouvernement et d'une seule économie, au fur et à mesure de la victoire du prolétariat dans les divers pays.

Enfin, il est impératif de préciser que la transformation du capitalisme en communisme, la dictature du prolétariat, est un concept sociologique marxiste inséparable de la plus large démocratie au sein des masses travailleuses, elles-mêmes en processus de disparition en tant que classe. *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* Lui tournent le dos ceux qui l'identifient à la dictature d'un parti ou même de plusieurs, à la manière de la dictature capitaliste dite *démocratie parlementaire*. Seule la disparition de la loi mercantile de la valeur, basée tout entière sur le travail salarié, amènera l'extinction de l'État. Faute de s'orienter vers cette disparition dès les premiers jours de la révolution, l'État se transforme rapidement en organisateur de la contre-révolution.

Les conditions objectives pour la réalisation du communisme telles que l'histoire pouvait les créer, sont présentes et mûres, à l'excès, à l'échelle mondiale. Mais c'est seulement sur les ailes de la subjectivité révolutionnaire que l'homme franchira la distance du règne de la nécessité au règne de la liberté.

## **Proletaires de tous les pays, unissez-vous, supprimez les armées, les polices, la production de guerre, les frontières, le travail salarié!**

Milan, 1961.

---

1. P. Broué et E. Témine, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*.↔

2. Rappelons entre autres les travaux suivants: *Le Socialist Worker's Party et la Guerre impérialiste*, par le groupe susdit; *Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial* de G. Munis; *Le Manifeste des Exégètes* par Benjamin Péret; *Jalones de Derrota: promesa de Victoria (Espagne 1930-39)* par G. Munis; *Lettre ouverte au Parti Communiste Internationaliste, Section française de la IV<sup>e</sup> Int.* par Natalia Sedova Trotski, B. Péret et G. Munis; *Raison et agissements du Secrétariat International* par G. Munis; *Explication et appel aux militants, groupes et sections de la IV<sup>e</sup> Int.* par le comité de la section espagnole.↔

3. Nous tenons à la disposition de ceux qui les demanderont la lettre de rupture et la réponse injurieuse de la IV<sup>e</sup> Int., ainsi que la dernière déclaration écrite de Natalia Sedova Trotski.↔

4. Les ouvriers américains employés aux machines automatisées les appellent *men killers* (tueurs d'hommes). ↔

5. Voir Lénine, *Le capitalisme d'État et l'impôt en espèces*.↔

6. Dans son discours devant le Congrès pan-russe des Conseils de l'économie, tenu à Moscou en mai 1918.↔

7. Quelques exemples remarquables entre mille: A la première Conférence Internationale de Genève où assistait une délégation de Moscou, alors que le Thermidor stalinien se profilait déjà, le représentant anglais, Chamberlain, le futur homme de Munich, s'écriait: *La Grande-Bretagne ne traitera pas avec l'Union Soviétique aussi longtemps que Trotski ne sera pas fusillé*. | L'expulsion de Trotski du C.C. et du Parti russe, ainsi que plus tard sa déportation à Alma Ata furent applaudies par la presse bourgeoise et les chancelleries occidentales comme un signe certain de la victoire de la fraction réactionnaire sur la fraction révolutionnaire. | L'avocat de Sa Majesté, Pit, cautionna publiquement les falsifications judiciaires de Moscou en 1936-38, tandis que, peu après, le milliardaire Eric A. Johnston (à l'époque président de la Chambre de Commerce américaine), se félicitait de l'extermination des hommes de 1917. Vers les mêmes années, Laval obtenait de Staline une pleine subordination patriotique des partis staliniens occidentaux. Le mot d'ordre du Parti français fut: *La police avec nous*. | En 1937-38, les capitales impérialistes regardaient avec soulagement et encourageaient la répression de la révolution espagnole par le gouvernement Negrín, que les hommes de Staline dominaient et inspiraient directement. | En 1944, le prolétariat grec, soulevé et presque vainqueur, fut brutalement réprimé par une coalition des staliniens, des cléricaux et des troupes anglaises. Churchill, après conférence personnelle sur la répression avec le parti communiste grec, se vantait à la Chambre des Communes d'avoir écrasé *la véritable révolution communiste, celle qui est redoutée aussi à Moscou*. | Enfin, les tanks russes n'auraient pas pu mitrailler le prolétariat de Budapest en 1956, sans la passive complicité des impérialismes occidentaux. Pour ceux-ci comme pour la Russie, l'affirmation de la puissance rivale est toujours préférable au triomphe d'une révolution qui mettrait en mouvement les masses du monde entier. | Une liste complète de faits semblables, toujours cachés ou falsifiés par les propagandes des deux blocs, remplirait un fort gros volume.↔

8. Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchécoslo-vaquie, une partie de l'Allemagne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, sans compter la Yougoslavie ni l'Albanie.↔

9. Dans Histoire et lutte de classe, à l'avant-dernier chapitre.↔

10. Ce chapitre fut écrit avant l'indépendance de l'Algérie, au commencement de 1961. ↔

11. Programme du XXIIe Congrès des technocrates russes (juillet 1961): ... *assurer partout une production et un rendement maxima de la production pour chaque rouble investi (...). Perfectionner constamment le système des salaires et des primes; contrôler par le rouble la quantité et la qualité du travail; rejeter le nivellement de la rétribution.*↔

12. Comité d'Assistance Économique Mutuelle.↔

13. Sans prétendre apprécier en particulier chacune de ces organisations, on peut considérer révolutionnaires les divers groupes de la *Gauche Italienne*, en France Programme Communiste, au Japon la Ligue Communiste Révolutionnaire et, un peu partout dans le monde, quelques groupes d'origine trotskiste ou anarchistes indépendants.↔